

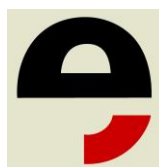


COMMUNE DE JASSANS-RIOTTIER

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

PLU ARRETE EN DECEMBRE 2010 ET APPROUVE EN JANVIER 2012



EURYÈCE

cabinet d'études
environnement
urbanisme
foncier

ZI Bois des Lots
Allée du Rossignol
26 130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX

Téléphone : 04-75-04-78-24
Télécopie : 04-75-04-78-29

Réf doc : R90026 – ER1 – ETU – ME – 1 – 020

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	A.MARQUEZ	R.GIRARD	23/08/2013	Création

1	CONTENU DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE.....	4
2	NOM ET ADRESSE DE LA COLLECTIVITE COMPETENTE EN ASSAINISSEMENT.....	5
3	CADRE REGLEMENTAIRE	6
3.1	OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	6
3.2	CONDITIONS GENERALES DE L'ENQUETE PUBLIQUE	7
3.3	DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	7
3.3.1	DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR OU D'UNE COMMISSION D'ENQUETE	7
3.3.2	DUREE DE L'ENQUETE.....	7
3.3.3	CAS DE L'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE	7
3.3.4	ORGANISATION DE L'ENQUETE	8
3.3.5	JOURS ET HEURES DE L'ENQUETE	8
3.3.6	PUBLICITE DE L'ENQUETE	9
3.3.7	OBSERVATIONS, PROPOSITIONS ET CONTRE-PROPOSITIONS DU PUBLIC	9
3.3.8	COMMUNICATION DE DOCUMENTS A LA DEMANDE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR.....	9
3.3.9	VISITE DES LIEUX PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR.....	9
3.3.10	AUDITION DE PERSONNES PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR	10
3.3.11	REUNION D'INFORMATION ET D'ECHANGE AVEC LE PUBLIC	10
3.3.12	CLOTURE DE L'ENQUETE.....	10
3.3.13	RAPPORT ET CONCLUSIONS.....	10
3.4	APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	11
4	NOTE DE PRESENTATION DU ZONAGE.....	12
4.1	PREAMBULE.....	12
4.2	DONNEES DE BASE	14
4.2.1	POPULATION.....	14
4.2.2	ACTIVITES ECONOMIQUES.....	14
4.2.3	URBANISME	14
4.2.4	HYDROGRAPHIE – MILIEU RECEPTEUR.....	15
4.3	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – ETAT DES LIEUX	17
4.4	ASSAINISSEMENT COLLECTIF – ETAT DES LIEUX	18
4.4.1	ORGANISATION GENERALE – EXPLOITATION DES RESEAUX.....	18
4.4.2	LE SERVICE EN CHIFFRES.....	18
4.4.3	CARACTERISTIQUES DE LA STATION D'EPURATION DE JASSANS-RIOTTIER	19
4.5	ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT.....	23
4.5.1	ZONES URBAINES.....	23
4.5.2	ZONES A URBANISER.....	25
4.5.3	ZONES AGRICOLES – ZONES A ET AN.....	26
4.5.4	ZONES NATURELLES	27
4.6	PRINCIPALES DISPOSITIONS DECOULANT DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT	30
4.6.1	ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	30
4.6.2	ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	32
4.7	PROGRAMME DE TRAVAUX	36
4.7.1	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	36
4.7.2	ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	37
4.8	ELEMENTS TARIFAIRES	38
4.8.1	TARIFICATION DU SPANC	38
4.8.2	TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	38
ANNEXE	39
	ANNEXE 1 : PLAN DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT	40

TABLEAU 1 : REPARTITION DES LOGEMENTS SUPPLEMENTAIRES A CREER D'APRES LE PLU.....	14
TABLEAU 2 : CARACTERISTIQUES DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE JASSANS-RIOTTIER ..	18
TABLEAU 3 : TABLEAUX 1 ET 2 DE L'ANNEXE II DE L'ARRETE DU 22 JUIN 2007	20
TABLEAU 4 : TABLEAUX 3 ET 4 DE L'ANNEXE II DE L'ARRETE DU 22 JUIN 2007	20
TABLEAU 5 : TAUX DE COLLECTE EN ENTREE DE STATION D'EPURATION	21
TABLEAU 6 : EVOLUTION DES CHARGES DE POLLUTION ENTRANTES SUR LA STATION D'EPURATION DE JASSANS-RIOTTIER	21
TABLEAU 7 : RESULTATS DES BILANS POLLUTION REALISES EN SORTIE DE STATION D'EPURATION EN 2012.	22
TABLEAU 8 : COMPARAISON DES FLUX A TRAITER AUX CAPACITES NOMINALES DE LA STATION D'EPURATION	22
TABLEAU 9 : ENTRETIEN DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	36
TABLEAU 10 : BILAN DU PROGRAMME DE TRAVAUX DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DE 2009	37
TABLEAU 11 : MISE A JOUR DU PROGRAMME DE TRAVAUX 2013	37

1 CONTENU DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Le contenu du dossier d'enquête publique est spécifié dans l'article R 123-8 du Code de l'Environnement.

Afin de faciliter la compréhension du présent dossier d'enquête publique et de juger de sa complétude, le tableau suivant présente l'organisation du présent dossier par rapport aux éléments demandés par la réglementation.

COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE SELON L'ARTICLE R. 123-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	ELEMENTS A RETROUVER DANS LE DOSSIER
1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique ou l'évaluation environnementale et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision d'examen au cas par cas de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement visée au I de l'article L. 122-1 ou au IV de l'article L. 122-4, ainsi que l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionné aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 121-12 du code de l'urbanisme.	Le zonage d'assainissement ne nécessite pas d'étude d'impact, d'évaluation environnementale, de décision ou d'avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement.
2° En l'absence d'étude d'impact ou d'évaluation environnementale, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou du responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu.	Les éléments sont détaillés dans le présent document et notamment au sein de la partie « notice du zonage ».
3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation.	Données reprises dans le présent rapport partie « cadre réglementaire ».
4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme. Dans le cas d'avis très volumineux, une consultation peut en être organisée par voie électronique dans les locaux de consultation du dossier.	Aucun texte législatif ou réglementaire n'impose l'obtention d'un avis préalable à l'ouverture de l'enquête publique pour un zonage d'assainissement.
5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, ou de la concertation définie à l'article L. 121-16, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.	La mise en enquête publique du zonage d'assainissement n'a nécessité aucune concertation préalable.
6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet, plan ou programme, en application du I de l'article L. 214-3, des articles L. 341-10 et L. 411-2 (4°) du code de l'environnement, ou des articles L. 311-1 et L. 312-1 du code forestier	La mise en enquête publique du zonage d'assainissement n'a nécessité aucune autorisation.

2 NOM ET ADRESSE DE LA COLLECTIVITE COMPETENTE EN ASSAINISSEMENT

IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITE COMPETENTE EN ASSAINISSEMENT

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER

Représentée par Monsieur le maire, **Jacqueline FOURNET**

ADRESSE PHYSIQUE ET POSTALE

Hôtel de ville

Rue de la mairie – BP 49

01 480 JASSANS RIOTTIER

Téléphone : 04.74.09.86.86

Fax : 04.74.09.86.99

A Jassans Riottier, le

Signature du demandeur

3 CADRE REGLEMENTAIRE

3.1 OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales stipule que « Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- 2° (L. n° 2006-1772, 30 déc. 2006, art. 54, I, 8o) Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- [...] »

L'article R.2224-8 du code général des collectivités territoriales stipule que « *L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement* ».

L'article R.2224-9 du code général des collectivités territoriales précise que « *le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé* ».

Par ailleurs, conformément à l'article L.2224-8 du Code général des collectivités, le projet de Zonage d'assainissement des eaux pluviales est soumis à l'enquête publique par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou par le maire dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du Code de l'Environnement.

Au regard de l'article L.123-6 du Code de l'Environnement, les deux enquêtes peuvent faire l'objet d'une enquête unique : « *Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L. 123-2, il peut être procédé à une enquête unique régie par le présent chapitre, dès lors que les autorités compétentes désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête.*

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du projet, plan ou programme.

Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises. »

3.2 CONDITIONS GENERALES DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'enquête publique est ouverte et organisée par le Maire et se déroule dans les conditions prévues par les articles L.123-1 à L.123-19 et L.126-1 ainsi que les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'Environnement.

3.3 DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

3.3.1 DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR OU D'UNE COMMISSION D'ENQUETE

Le maire saisit, en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête le président du tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité et lui adresse une demande qui précise l'objet de l'enquête ainsi que la période d'enquête proposée, et comporte le résumé non technique ou la note de présentation.

Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui à cette fin désigne dans un délai de quinze jours un commissaire enquêteur ou les membres, en nombre impair, d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président. Il nomme également un ou plusieurs suppléants au commissaire enquêteur ou aux membres de la commission d'enquête qui remplace le titulaire en cas d'empêchement et exerce alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

Dès la désignation du ou des commissaires enquêteurs, le maire adresse à chacun d'entre eux, suppléant (s) compris, une copie du dossier complet soumis à enquête publique et, lorsqu'il est disponible sous cette forme, une copie numérique de ce dossier.

3.3.2 DUREE DE L'ENQUETE

La durée de l'enquête publique est fixée par le maire. Cette durée ne peut être inférieure à trente jours et ne peut excéder deux mois, sauf pour les cas de suspension d'enquête ou d'enquête complémentaire (articles R.123-22 et R.123-23).

3.3.3 CAS DE L'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

Lorsqu'en application de l'article L. 123-6 une enquête publique unique est réalisée, l'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage responsable des différents éléments du projet soumis à enquête et le dossier soumis à enquête publique est établi sous la responsabilité de chacun d'entre eux.

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises, et une note de présentation non technique du projet.

La durée de l'enquête unique ne peut être inférieure à la durée minimale la plus longue prévue par l'une des réglementations.

L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique, d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

Le maire adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête à chacune des autorités compétentes pour prendre les décisions en vue desquelles l'enquête unique a été organisée, au président du tribunal administratif et aux maîtres d'ouvrage du projet.

3.3.4 ORGANISATION DE L'ENQUETE

Le maire précise par arrêté, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête :

1° L'objet de l'enquête, notamment les caractéristiques principales du projet, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et sa durée ;

2° La ou les décisions pouvant être adoptée (s) au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

3° Le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête, et de leurs suppléants ;

4° Les lieux, ainsi que les jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet ; en cas de pluralité de lieux d'enquête, l'arrêté désigne parmi eux le siège de l'enquête, où toute correspondance relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête ;

5° Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;

6° Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;

7° La durée et les lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;

8° L'existence d'une évaluation environnementale, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et du lieu où ces documents peuvent être consultés ;

9° L'existence de l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionné aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code ou de l'article L. 121-12 du code de l'urbanisme et le lieu où il peut être consulté ;

10° L'information selon laquelle, le cas échéant, le dossier d'enquête publique est transmis à un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables ;

11° L'identité de la ou des personnes responsables du projet ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;

12° Le cas échéant, l'adresse du site internet sur lequel des informations relatives à l'enquête pourront être consultées, ou les moyens offerts au public de communiquer ses observations par voie électronique.

3.3.5 JOURS ET HEURES DE L'ENQUETE

Les jours et heures, ouvrables ou non, où le public pourra consulter un exemplaire du dossier et présenter ses observations sont fixés de manière à permettre la participation de la plus grande partie de la population, compte tenu notamment de ses horaires normaux de travail. Ils comprennent au minimum les jours et heures habituels d'ouverture au public de chacun des lieux où est déposé le dossier ; ils peuvent en outre comprendre des heures en soirée ainsi que plusieurs demi-journées prises parmi les samedis, dimanches et jours fériés.

3.3.6 PUBLICITE DE L'ENQUETE

Un avis portant les indications mentionnées à l'article R. 123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés.

Le maire désigne les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé. Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

L'avis d'enquête est également publié sur le site internet de la mairie, lorsque celle-ci dispose d'un site.

3.3.7 OBSERVATIONS, PROPOSITIONS ET CONTRE-PROPOSITIONS DU PUBLIC

Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à leur disposition dans chaque lieu où est déposé un dossier.

Les observations, propositions et contre-propositions peuvent également être adressées par correspondance au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête au siège de l'enquête, et le cas échéant, selon les moyens de communication électronique indiqués dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Elles sont tenues à la disposition du public au siège de l'enquête dans les meilleurs délais.

En outre, les observations écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux articles R. 123-9 à R. 123-11.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

3.3.8 COMMUNICATION DE DOCUMENTS A LA DEMANDE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait la demande au responsable du projet ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête.

Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

3.3.9 VISITE DES LIEUX PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins quarante-huit heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée.

3.3.10 AUDITION DE PERSONNES PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR

Dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet soumis à enquête publique. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête dans son rapport.

3.3.11 REUNION D'INFORMATION ET D'ECHANGE AVEC LE PUBLIC

Lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en informe l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête ainsi que le responsable du projet en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet si qu'à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête.

3.3.12 CLOTURE DE L'ENQUETE

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

3.3.13 RAPPORT ET CONCLUSIONS

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

A la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le maire, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, peut en informer le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui dans un délai de quinze jours, par lettre d'observation.

Si l'insuffisance ou le défaut de motivation est avéré, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue, dispose de quinze jours pour demander au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête de compléter ses conclusions. En l'absence d'intervention de la part du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue dans ce délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée. La décision du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue n'est pas susceptible de recours.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut également intervenir de sa propre initiative auprès de son auteur pour qu'il les complète, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête est tenu de remettre ses conclusions complétées au maire et au président du tribunal administratif dans un délai d'un mois.

Le maire adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet.

Copie du rapport et des conclusions est également adressée à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Lorsqu'elle a publié l'avis d'ouverture de l'enquête sur son site internet, la mairie publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur ce même site et le tient à la disposition du public pendant un an.

3.4 APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

L'approbation du zonage comporte donc les étapes suivantes :

- l'examen des conclusions du commissaire enquêteur,
- les modifications éventuelles du projet de zonage et approbation par chacune des assemblées délibérantes compétentes (dans le cas d'une modification, une nouvelle enquête publique s'avère nécessaire),
- publicité des délibérations correspondantes,
- contrôle de légalité du Préfet.

4 NOTE DE PRESENTATION DU ZONAGE

4.1 PREAMBULE

La commune de Jassans-Riottier a décidé d'entreprendre la réalisation du zonage de l'assainissement.

Ce document intègre notamment les éléments issus des documents et études suivants :

- Schéma Directeur de l'Assainissement (2009 – Cabinet Merlin / Euryèce),
- Mise en conformité du système d'assainissement des communes de Jassans-Riottier, Frans et Beauregard - Dossier de demande d'autorisation au titre du Code de l'Environnement (2009 – Euryèce),
- Projet d'Aménagement et de Développement Durable (2010 – Cabinet Réalités),
- Rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme (2010 – Cabinet Réalités),
- Plan de zonage du Plan Local d'Urbanisme (2010 – Cabinet Réalités).

L'étude de schéma directeur d'assainissement a pour but de proposer aux élus l'élaboration d'un zonage du territoire communal, de définir à l'intérieur de chaque unité identifiée les solutions techniques les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origines domestique, agricole, artisanale et industrielle.

L'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales stipule que *les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :*

- *1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
- *2° (L. n° 2006-1772, 30 déc. 2006, art. 54, I, 8°) Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*
- *3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*
- *4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.*

Le présent document porte sur l'assainissement des eaux usées. La question des eaux pluviales n'est pas traitée.

Les solutions techniques doivent répondre aux préoccupations et objectifs du maître d'ouvrage, qui sont de :

- Garantir à la population présente et à venir des solutions durables pour l'évacuation et le traitement des eaux usées et pluviales,
- Respecter le milieu naturel en préservant les ressources en eaux souterraines et superficielles selon les objectifs de qualité,

- Prendre en compte ce schéma directeur d'assainissement dans les orientations d'urbanisme de la commune, de façon à garantir une cohérence entre développement des constructions et équipements,
- Assurer le meilleur compromis économique possible dans le respect des réglementations.

Cette étude constitue à la fois un document d'aide à la décision et un outil de planification.

Résumé de l'historique de l'étude de schéma directeur et zonage de l'assainissement :

- **2008 – 2009** : Elaboration du schéma directeur d'assainissement par le Cabinet Merlin et Euryèce,
- **Décembre 2009** : Dépôt du dossier de demande d'autorisation au titre du Code de l'Environnement pour la mise en conformité des systèmes d'assainissement des communes de Jassans Riottier, Beauregard et Frans,
- **2011** : mise à jour du zonage de l'assainissement avec le Plan Local d'Urbanisme tel qu'arrêté en décembre 2010.

<p>Le présent document, qui correspond à la mise à jour susmentionnée, reprend en les réactualisant les principaux éléments qui figurent dans le rapport du schéma directeur d'assainissement de 2009. Il tient lieu de justification du choix de zonage de l'assainissement de la commune.</p>
--

4.2 DONNEES DE BASE

4.2.1 POPULATION

- **Actuelle (2010)** : 6 500 habitants pour 2 490 logements (Source : PLU),
- **Envisagée à l'horizon 2020 (horizon de travail du PLU)** : + 1 000 habitants (correspondant à 460 logements supplémentaires, toutes zones confondues).

4.2.2 ACTIVITES ECONOMIQUES

- **Entreprises recensées (2004)** : 234, majoritairement dans les services aux entreprises et à la personne (48 % de l'ensemble des entreprises),
- **Effectifs employés (2004)** : majoritairement par le secteur secondaire (industries : 42 établissements pour 400 personnes employées soit 45 % des emplois sur la commune),
- **Zone d'activités** : Centre bourg et zone industrielle de Jassans à l'Est de la commune.

4.2.3 URBANISME

La commune de Jassans Riottier dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui a été approuvé le 18 janvier 2012.

L'habitat actuel se présente sous la forme d'entités pavillonnaires et collectives, organisées autour d'un noyau ancien aggloméré.

Les orientations en termes d'habitats sont les suivantes :

- Permettre une extension urbaine raisonnée en favorisant la mutation de certains quartiers et en favorisant la densification au sein du bourg,
- Diversifier l'offre d'habitat sur l'ensemble du territoire communal.

D'après le PLU, les **460 logements supplémentaires** mentionnés ci-avant se répartissent de la manière suivante :

	Logements
Estimation des logements créés par réinvestissement du tissu bâti	235 logements
Par aménagement du bâti (changement de destination, réhabilitation en zone Nh)	10 logements
Par création de logements à l'intérieur de la zone urbaine (comblement des dents creuses, division parcellaire)	85 logements
Par opération de renouvellement urbain (secteur Gédimat)	140 logements
Ensemble de logements construits en extension de l'urbanisation	225 logements
Nombre de logements total à créer	460 logements

TABEAU 1 : REPARTITION DES LOGEMENTS SUPPLEMENTAIRES A CREER D'APRES LE PLU

4.2.4.3 LA SAONE

La Saône prend sa source à Vioménil au pied de la falaise des monts Faucilles (Département des Vosges) à 392 m d'altitude et se jette dans le Rhône à Lyon. C'est une rivière de 480 km de longueur dont le Doubs est le principal affluent.

La Saône possède 11 affluents. C'est la première rivière de France par la taille de son bassin versant avec 30 000 km² à Lyon et un débit moyen de 410 m³/s.

La Saône est classée en zone sensible à l'azote et au phosphore par arrêté du 09/02/2010.

La vallée de la Saône est concernée par un plan de gestion et un contrat de vallée inondable.

Synthèse des données de qualité (Source : SDAGE 2010-2015), pour la Saône à Villefranche sur Saône :

- **Qualité de 2009** : Etat écologique : médiocre ; Etat chimique : mauvais,
- **Objectif de qualité** : Bon état écologique en 2021 ; Bon état chimique en 2021 ; Motifs des reports par rapport à la date de référence de 2015 : Pesticides, métaux, substances dangereuses, hydrologie.

Donnée de débit d'étiage : QMNA₅ au niveau de Jassans Riottier : estimation à 60 m³/s.

4.2.4.4 LE MARMONT

Cours d'eau non pérenne et prenant sa source sur le haut de la commune de Frans, il n'existe pas de point de suivi hydraulique ou de la qualité sur ce cours d'eau. Ni l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée, ni le Conseil Général de l'Ain ne disposent de données récentes sur la qualité du Marmont.

L'objectif de qualité à atteindre pour ce cours d'eau est défini par la Directive Cadre Européenne, c'est à dire le Bon état, à l'horizon 2015.

4.3 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – ETAT DES LIEUX

Fin 2012, 19 installations d'assainissement non collectif sont recensées sur le territoire communal. A ce jour (mars 2013), 9 installations ont été contrôlées (8 en 2012 et 1 en 2013) :

- 5 installations sont été déclarées NON CONFORMES SANS RISQUE DE NUISANCES APPARENTES,
- 2 installations ont été déclarées NON CONFORMES AVEC RISQUE DE POLLUTION,
- 2 installations ont été déclarées NON QUALIFIABLE.

Les efforts de réhabilitation devront se porter en premier lieu sur les non-conformités avec risque sanitaire ou risque de pollution.

4.4 ASSAINISSEMENT COLLECTIF – ETAT DES LIEUX

4.4.1 ORGANISATION GENERALE – EXPLOITATION DES RESEAUX

Le système d'assainissement et la station d'épuration de Jassans-Riottier sont exploités en affermage par Véolia Eau. L'exploitant gère l'ensemble des réseaux, à savoir les réseaux d'eaux usées stricts, les réseaux unitaires, et les réseaux pluviaux.

Même si la station d'épuration est la propriété de la commune de Jassans-Riottier, elle reçoit les eaux usées des communes suivantes :

- Jassans Riottier,
- Frans,
- Beauregard.

Les trois communes ne s'étant pas regroupées en Syndicat, Véolia Eau exploite de manière individuelle chaque commune.

4.4.2 LE SERVICE EN CHIFFRES

Le tableau suivant reprend les principaux chiffres caractéristiques du service d'assainissement sur la commune de Jassans-Riottier en 2009 (Source : Schéma Directeur Assainissement – Cabinet Merlin) :

Désignation	Jassans-Riottier - 2009
Nombre d'abonnés Assainissement	2 200
Taux de raccordement	99 %
Volumes d'eau potable consommés	253 648 m ³
Longueur total du réseau d'eaux usées	53 kml
Canalisations gravitaires	51,8 kml
<i>Dont eaux usées</i>	<i>13,1 kml</i>
<i>Dont unitaires</i>	<i>16,2 kml</i>
<i>Dont eaux pluviales</i>	<i>22,5 kml</i>
Canalisations de refoulement	1,2 kml
Poste de refoulement	3 unités
Branchements eaux usées / unitaires	1 343 unités
Regards	1 198 unités
Déversoirs d'orage	18 unités
Trop plein	5 unités

TABEAU 2 : CARACTERISTIQUES DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE JASSANS-RIOTTIER

4.4.3 CARACTERISTIQUES DE LA STATION D'EPURATION DE JASSANS-RIOTTIER

4.4.3.1 CAPACITE DE TRAITEMENT

La station d'épuration de Jassans-Riottier possède une capacité de traitement de 11 250 EH. Les ouvrages sont conçus et dimensionnés pour traiter les charges suivantes :

- Date de création : **1993**,
- Volume journalier : **2 235 m³/j**,
- Débit de pointe horaire : **252 m³/h**,
- Charges polluantes :
 - o DBO₅ : 675 kg/j,
 - o DCO : 1 485 kg/j,
 - o MES : 945 kg/j,
 - o NTK : 162 kg/j,
 - o Pt : 24 kg/j.

4.4.3.2 FILIERE DE TRAITEMENT DE L'EAU ET DES BOUES

La station d'épuration de Jassans-Riottier est conçue pour une élimination la plus complète possible des éléments carbonés azotés et aussi depuis novembre 2008 de la pollution phosphorée. Elle est composée des ouvrages suivants :

4.4.3.2.1 Filière de traitement des eaux

- Arrivée des effluents :
 - o Un déversoir d'orage en tête de station,
 - o Un relèvement général en tête.
- Prétraitements :
 - o Un dégrilleur,
 - o Un dessableur-dégrilleur.
- Traitement biologique :
 - o Une zone anoxie,
 - o Un bassin d'aération avec injection de chlorure ferrique,
 - o Un clarificateur.

Le rejet des eaux traitées s'effectue ensuite dans la Saône au PK 38.

4.4.3.2.2 Filière de traitement des boues

- Un épaisseur,
- Un filtre presse à bande.

Les boues sont ensuite envoyées pour **compostage au centre de la société Ledely en Saône et Loire.**

4.4.3.3 NORMES DE REJET

L'arrêté du 22 juin 2007 (et sa circulaire d'application du 15 février 2008) est relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO₅.

Les performances minimales des stations d'épuration des agglomérations devant traiter une charge brute de pollution organique supérieure à 120 kg/j de DBO₅ sont les suivantes :

Paramètres	Concentration maximale à ne pas dépasser	Rendement minimum à atteindre
DBO ₅	25 mg/l	80 %
DCO	125 mg/l	75 %
MES	35 mg/l	90 %

TABLEAU 3 : TABLEAUX 1 ET 2 DE L'ANNEXE II DE L'ARRETE DU 22 JUIN 2007

Pour ces paramètres, les échantillons moyens journaliers doivent respecter :

- soit les valeurs fixées en concentration,
- soit les valeurs fixées en rendement.

Cas des zones sensibles :

Le bassin versant de la Saône a été classé comme zone sensible à l'eutrophisation par l'arrêté du 9 février 2010. A ce titre, le rejet de la station d'épuration de Jassans-Riottier est concerné par les tableaux 3 et 4 de l'annexe II de l'arrêté du 22 juin 2007 :

Rejet en zone sensible à l'eutrophisation	Paramètres	Charge brute de pollution organique reçue en kg/j de DBO ₅	Concentration maximale à ne pas dépasser	Rendement minimum à atteindre
Azote	NGL	> 600	15 mg/l	70 %
Phosphore	Pt	> 600	2,0 mg/l	80 %

TABLEAU 4 : TABLEAUX 3 ET 4 DE L'ANNEXE II DE L'ARRETE DU 22 JUIN 2007

Pour ces paramètres, les échantillons moyens journaliers doivent respecter :

- soit les valeurs fixées en concentration,
- soit les valeurs fixées en rendement.

4.4.3.4 FONCTIONNEMENT ACTUEL

4.4.3.4.1 Charge hydraulique

Les données d'exploitation en entrée de la station d'épuration sur les années 2005 à 2012 sont les suivantes :

Volume moyen journalier m ³ /j Tous Temps Confondus	Données d'auto-surveillance								Moyenne 2010-2012	Capacité nominale de la STEP	Taux de raccordement
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012			
	1 317	1 315	1 319	1 415	1 468	1 605	1 734	2 042	1 794	2 235	99 %

TABLEAU 5 : TAUX DE COLLECTE EN ENTREE DE STATION D'EPURATION

Le taux de raccordement de 99 % observé en entrée de station d'épuration confirme que le nombre d'habitations non raccordées au réseau d'assainissement collectif est très faible.

Lors du schéma directeur d'assainissement des eaux usées, réalisé en 2009, les résultats des campagnes de mesures ont permis de déterminer une part importante des eaux claires parasites. Aussi, depuis 2010, la commune de Jassans Riottier a engagé d'importants travaux sur son réseau pour limiter les eaux claires parasites.

4.4.3.4.2 Charges polluantes entrantes

Evolution constatée depuis 2005 sur les charges de pollution entrantes :

	Charges entrantes moyennes 2005-2012										
Paramètres	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne 2010-2012	Capacité nominale	% de mobilisation actuelle
DBO ₅ (kg/j)	301	374	379	405	359	365	554	654	524	675	78
DCO (kg/j)	858	931	906	852	924	1 019	1 373	1 613	1 335	1 485	90
MES (kg/j)	483	532	525	431	500	577	673	812	687	945	73
NTK (kg/j)	98	81	102	112	100	115	136	154	135	162	83
Pt (kg/j)	12	11	12	11	11	12	14	17	14	24	60

TABLEAU 6 : EVOLUTION DES CHARGES DE POLLUTION ENTRANTES SUR LA STATION D'EPURATION DE JASSANS-RIOTTIER

Le taux de mobilisation de la capacité épuratoire de la station est compris entre 60 et 90 % selon les paramètres.

4.4.3.4.3 Rendement épuratoire

L'analyse des différents bilans réalisés en 2012 en sortie de station d'épuration montre les résultats suivants :

	MES		DCO		DBO ₅		NGL		Pt	
Année 2009	mg/l	%	mg/l	%	mg/l	%	mg/l	%	mg/l	%
Objectif qualité	35	90	125	75	25	80	15	70	2	80
Valeurs réductibles	85		250		50					
Moyenne observée	3,53	99,1	27,62	96,5	2,69	99,2	7,35	90,3	1,03	87,1
Conformité du paramètre	Oui		Oui		Oui		Oui		Oui	

TABLEAU 7 : RESULTATS DES BILANS POLLUTION REALISES EN SORTIE DE STATION D'EPURATION EN 2012

Ce tableau permet de montrer l'efficacité du traitement sur la station d'épuration et ce, sur tous les paramètres mesurés.

4.4.3.5 CAPACITE RESIDUELLE DE LA STATION D'EPURATION

La capacité résiduaire de traitement de la station d'épuration a été comparée à la capacité nominale de traitement :

	Volume Eaux Usées en m³/j	Volume pluvial	DCO en kg/j	MES en kg/j	DBO ₅ en kg/j	NTK en kg/j	Pt en kg/j
Capacité nominale	2 235	252 m³/h	1485	945	675	162	24
Flux actuel moyen (2010-2012)	1 794		1335	687	524	135	14
% de mobilisation	80%		90%	73%	78%	83%	58%
Capacité résiduaire	441		150	258	151	27	10

TABLEAU 8 : COMPARAISON DES FLUX A TRAITER AUX CAPACITES NOMINALES DE LA STATION D'EPURATION

L'analyse conclue à une capacité résiduelle de la station d'épuration de l'ordre de :

- 2 900 EH en charge hydraulique, sur la base d'un ratio de 150 l/j/hab,
- 1 250 EH en charge polluante pour le paramètre DCO, sur la base de 120 gDCO/j/hab,
- 2 500 EH en charge polluante pour le paramètre DBO₅, sur la base de 60 gDBO₅/j/hab.

Au vu des résultats des 3 derniers exercices, la capacité nominale de la station d'épuration de Jassans Riottier n'est pas atteinte, celle-ci étant mobilisée actuellement à hauteur de 70 à 90% selon les paramètres.

4.5 ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

VOIR ANNEXE 2 : PLAN DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Le zonage de l'urbanisation considéré ci-après correspond aux zones définies dans le Plan Local d'Urbanisme. On distingue les catégories de zones suivantes :

4.5.1 ZONES URBAINES

Il s'agit de zones déjà urbanisées et équipées, dans lesquelles la capacité des équipements publics existants ou en cours de réalisation permet d'admettre immédiatement des constructions nouvelles (Article R.123-18 du Code de l'Urbanisme).

4.5.1.1 ZONES UA ET UAA

4.5.1.1.1 Localisation – Configuration du bâti – Vocation

La zone UA représente le centre-ville de Jassans-Riottier, comportant une diversité de fonctions urbaines avec aussi bien des habitations que des commerces, services et équipements.

4.5.1.1.2 Assainissement actuel

Toutes les habitations de ces deux zones sont aujourd'hui desservies par le réseau d'assainissement collectif.

4.5.1.1.3 Zonage d'assainissement

Compte tenu de la desserte existante, le zonage d'assainissement retenu est le suivant :

Zonage d'assainissement pour les zones UA et UAa :

<u>Assainissement Collectif</u>
--

4.5.1.2 ZONE UB

4.5.1.2.1 Localisation – Configuration du bâti – Vocation

La zone UB a une fonction principale d'habitat. Elle se caractérise par un habitat dense et varié, en périphérie du centre ville.

4.5.1.3 Assainissement actuel

Toutes les habitations de cette zone sont aujourd'hui desservies par le réseau d'assainissement collectif.

4.5.1.3.1 Zonage d'assainissement

Compte tenu de la desserte existante, le zonage d'assainissement retenu est le suivant :

Zonage d'assainissement pour la zone UB :
--

<u>Assainissement Collectif</u>
--

4.5.1.4 ZONES UC ET UCA

4.5.1.4.1 Localisation – Configuration du bâti – Vocation

La zone UC a une fonction principale d'habitat. Elle concerne les quartiers affectés essentiellement à l'habitat individuel. Elle comprend un secteur UCa pour différencier le village de Riottier.

4.5.1.4.2 Assainissement actuel

Toutes les habitations de cette zone sont aujourd'hui desservies par le réseau d'assainissement collectif.

4.5.1.4.3 Zonage d'assainissement

Compte tenu de la desserte existante, le zonage d'assainissement retenu est le suivant :

Zonage d'assainissement pour les zones UC et UCa :

<u>Assainissement Collectif</u>
--

4.5.1.5 ZONES UXA ET UXB

4.5.1.5.1 Localisation – Configuration du bâti – Vocation

La zone UX est destinée à accueillir principalement les activités artisanales, industrielles, commerciales ou de services, qui en raison de leur nature ou de leur importance, sont dans l'obligation de s'implanter hors du tissu urbain à usage d'habitation.

Elle comprend deux sous-secteurs :

- UXa pour le secteur situé en entrée de ville ouest, occupé par Granulat Rhône Alpes,
- Uxb pour la zone industrielle de Jassans-Riottier.

4.5.1.5.2 Assainissement actuel

Compte tenu de son activité (extraction de granulat), la zone UXa n'est pas raccordée au réseau d'assainissement collectif. Par contre, la zone UXb est desservie par le réseau.

4.5.1.5.3 Zonage d'assainissement

Compte tenu de la desserte existante, les zonages d'assainissement retenus sont les suivants :

Zonage d'assainissement pour les zones UXa :

<u>Assainissement Non Collectif</u>
--

Zonage d'assainissement pour les zones UXb :

<u>Assainissement Collectif</u>
--

4.5.1.6 ZONE UE

4.5.1.6.1 Localisation – Configuration du bâti – Vocation

La zone UE a une vocation d'équipement d'intérêt collectif, en l'occurrence la maison de convalescence de Gleteins, située au Nord de la commune.

4.5.1.6.2 Assainissement actuel

Cette zone est aujourd'hui desservie par le réseau d'assainissement collectif.

4.5.1.6.3 Zonage d'assainissement

Compte tenu de la desserte existante, le zonage d'assainissement retenu est le suivant :

Zonage d'assainissement pour la zone UE :
--

<u>Assainissement Collectif</u>
--

4.5.2 ZONES A URBANISER

Les zones AU sont définies comme des zones à urbaniser destinées à assurer, à terme, le développement de la commune sous la forme de quartiers nouveaux équipés et aménagés de façon cohérente.

Deux secteurs sont distingués : 2AU et 1AUX.

4.5.2.1 ZONE 2AU

4.5.2.1.1 Localisation – Configuration du bâti – Vocation

La zone 2AU est réservée à l'extension de l'urbanisation à vocation principalement d'habitat, au Nord de la commune. Elle doit proposer une diversité de l'habitat. (Habitats individuels, groupés et collectifs).

4.5.2.1.2 Assainissement actuel

Cette zone 2AU est desservie en limite par le réseau d'assainissement collectif.

4.5.2.1.3 Zonage d'assainissement

Compte tenu de la présence du collecteur en limite de zone, le zonage d'assainissement retenu est le suivant :

Zonage d'assainissement pour la zone 2AU :

<u>Assainissement Collectif</u>
--

4.5.2.2 ZONE 1AUx

4.5.2.2.1 Localisation – Configuration du bâti – Vocation

La zone 1AUx est vouée à l'extension de la zone d'activités économiques de Jassans-Riottier. Elle est destinée à accueillir principalement des activités artisanales, industrielles, commerciales ou de services, qui en raison de leur nature ou de leur importance, sont dans l'obligation de s'implanter hors du tissu urbain à usage d'habitation.

4.5.2.2.2 Assainissement actuel

Cette zone 1AUx est desservie en limite par le réseau d'assainissement collectif.

4.5.2.2.3 Zonage d'assainissement

Compte tenu de la présence du collecteur en limite de zone, le zonage d'assainissement retenu est le suivant :

Zonage d'assainissement pour la zone 1AUx :

Assainissement Collectif

4.5.3 ZONES AGRICOLES – ZONES A ET AN

4.5.3.1 Localisation – Configuration du bâti – Vocation

La zone agricole A est à protéger de l'urbanisation en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles, afin de permettre à l'agriculture de se développer sans contrainte.

Elle comprend un sous-secteur An, zone agricole inconstructible, permettant de protéger des secteurs agricoles à bonne valeur agronomique.

Ces zones concernent le Sud du territoire communal.

4.5.3.2 Assainissement actuel

Les habitations situées en zone A disposent d'installations d'assainissement non collectif. Seule une (à l'extrémité Sud de la commune au lieu-dit « Bois de Biz »), est desservie par le réseau d'assainissement collectif.

4.5.3.3 Zonage d'assainissement

Deux cas peuvent se présenter :

- Si le réseau d'assainissement passe en limite de parcelle, les habitations ont l'obligation de se raccorder au collecteur d'eaux usées,
- Dans le cas contraire, les habitations doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif répondant aux normes en vigueur.

Zonage d'assainissement pour les zones A et An :

Assainissement Non Collectif, sauf si le réseau public d'assainissement passe en limite de parcelle (situation figurée sur le plan)

4.5.4 ZONES NATURELLES

La zone naturelle et forestière N est à protéger de l'urbanisation.

Six secteurs sont distingués : N, Nh, Nc, Nl, Ng et Nj.

4.5.4.1 SECTEUR N

4.5.4.1.1 Localisation – Vocation

Le secteur N est une zone de protection stricte de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages. Il se retrouve hors des zones de constructions agglomérées aussi bien au Nord qu'au Sud du territoire communal.

4.5.4.1.2 Assainissement actuel

Les habitations situées en secteur N disposent d'installations d'assainissement non collectif.

4.5.4.1.3 Zonage d'assainissement

Compte tenu de la présence du collecteur en limite de zone, le zonage d'assainissement retenu est le suivant :

Zonage d'assainissement pour la zone N

Assainissement Non Collectif

4.5.4.2 SECTEUR Nh

4.5.4.2.1 Localisation – Configuration du bâti – Vocation

Le secteur Nh constitue une zone dans lequel des constructions isolées sont présentes.

4.5.4.2.2 Assainissement actuel

Les habitations situées en zone Nh sont desservies soit par le réseau public d'assainissement soit disposent d'installations d'assainissement non collectif. Les deux cas sont observés sur la commune de Jassans-Riottier.

4.5.4.2.3 Zonage d'assainissement

Deux cas peuvent se présenter :

- Si le réseau d'assainissement passe en limite de parcelle, les habitations ont l'obligation de se raccorder au collecteur d'eaux usées,
- Dans le cas contraire, les habitations doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif répondant aux normes en vigueur.

Zonage d'assainissement pour la zone Nh :

Assainissement Non Collectif, sauf si le réseau public d'assainissement passe en limite de parcelle (situation figurée sur le plan)

4.5.4.3 SECTEUR Nc

4.5.4.3.1 Localisation –Vocation

Le secteur Nc est composé des châteaux présents sur la commune, notamment dans sa partie Nord.

4.5.4.3.2 Assainissement actuel

Ce secteur Nc est desservi par le réseau d'assainissement collectif.

4.5.4.3.3 Zonage d'assainissement

Compte tenu de la présence du collecteur en limite de zone, le zonage d'assainissement retenu est le suivant :

<p style="text-align: center;">Zonage d'assainissement pour la zone Nc : <u>Assainissement Collectif</u></p>
--

4.5.4.4 SECTEUR NI

4.5.4.5 Localisation –Vocation

Le secteur NI est une zone à vocation d'espace sportif et de loisirs. Cette zone apparaît en limite Nord Ouest de la commune ainsi qu'au centre du bourg.

4.5.4.5.1 Assainissement actuel

Cette zone NI est desservie par le réseau d'assainissement collectif.

4.5.4.5.2 Zonage d'assainissement

Compte tenu de la présence du collecteur en limite de zone, le zonage d'assainissement retenu est le suivant :

<p style="text-align: center;">Zonage d'assainissement pour la zone NI : <u>Assainissement Collectif</u></p>
--

4.5.4.6 SECTEUR NG

4.5.4.6.1 Localisation –Vocation

Le secteur Ng est lié à l'aire d'accueil des gens du voyage et est situé en limite Nord Ouest du territoire communal.

4.5.4.6.2 Assainissement actuel

Cette zone Ng est desservie par le réseau d'assainissement collectif. (par l'intermédiaire d'un poste de refoulement rejetant les effluents dans le réseau de collecte des eaux usées).

4.5.4.6.3 Zonage d'assainissement

Compte tenu de la présence du collecteur en limite de zone, le zonage d'assainissement retenu est le suivant :

Zonage d'assainissement pour la zone Ng :
--

<u>Assainissement Collectif</u>
--

4.5.4.7 SECTEUR Nj

4.5.4.7.1 Localisation –Vocation

Le secteur Nj est destiné aux jardins ouvriers. Il se retrouve notamment au centre du bourg de Jassans-Riottier.

4.5.4.7.2 Assainissement actuel

Cette zone Nj est desservie par le réseau d'assainissement collectif.

4.5.4.7.3 Zonage d'assainissement

Compte tenu de la présence du collecteur en limite de zone, le zonage d'assainissement retenu est le suivant :

Zonage d'assainissement pour la zone Nj :
--

<u>Assainissement Collectif</u>
--

4.6 PRINCIPALES DISPOSITIONS DECOULANT DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

4.6.1 ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

4.6.1.1 OBLIGATION DE RACCORDEMENT

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-1 :

Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte. [...]

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article « L. 2224-12-2 » du code général des collectivités territoriales. [...]

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-8 :

Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 %.

4.6.1.2 CONDITIONS DE RACCORDEMENT

4.6.1.2.1 Les déversements

Le réseau d'assainissement collecte les eaux usées domestiques, comprenant les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilette, ...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

Par contre, il est formellement interdit de déverser dans le réseau d'assainissement :

- le contenu des fosses septiques,
- l'effluent des fosses septiques,
- les ordures ménagères,
- les huiles usagées,
- les eaux pluviales.

Et d'une façon générale, tout corps solide ou susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau.

Les restaurants et les cuisines collectives doivent être équipés de bacs dégraisseurs régulièrement entretenus.

Le déversement d'eaux usées industrielles doit être défini par une convention spéciale de déversement passée entre le service assainissement et l'établissement industriel.

4.6.1.2.2 Les branchements

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement,
- un regard de branchement placé de préférence sur le domaine public,
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble.

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande adressée au service d'assainissement. L'acceptation par le service d'assainissement crée la convention de déversement entre les parties.

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-2 :

Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent. Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal.

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-4 :

Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L. 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires. La commune en contrôle la qualité d'exécution et peut également contrôler leur maintien en bon état de fonctionnement.

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-5 :

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire.

Si le raccordement n'est pas possible gravitairement, il appartient au propriétaire de mettre en place à ses frais un poste de relèvement individuel.

4.6.1.2.3 Contrôle des branchements

Le service d'assainissement peut être amené à effectuer, chez tout usager du service, tout prélèvement ou contrôle qu'il estimerait utile. Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application de cette disposition. Si les rejets ne sont pas conformes, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'usager.

La commune peut exiger du propriétaire qu'il remédie aux malfaçons ou aux erreurs constatées, et après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

4.6.1.2.4 Redevance d'assainissement

Code général des collectivités territoriales, Art. R. 2224-19 :

Tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R. 2224-19-1 à R. 2224-19-11.

L'usager domestique raccordé à un réseau public d'évacuation des eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement.

4.6.1.2.5 Participation financière des immeubles neufs

Code de la Santé Publique, Art. R. 1331-7 :

Les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte auquel ces immeubles doivent être raccordés peuvent être astreints par la commune, pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, à verser une participation s'élevant au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose d'une telle installation. Une délibération du conseil municipal détermine les conditions de perception de cette participation.

4.6.2 ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.6.2.1 SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)

Les habitations situées dans les zones d'assainissement non collectif doivent être équipées de systèmes d'épuration conformes à la réglementation et en bon état de fonctionnement.

Conformément à l'article L. 2224-8 du Code général des collectivités territoriales, les communes sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif. Elles peuvent également, si elles le décident et sur demande du propriétaire, en assurer l'entretien et effectuer les travaux de réhabilitation.

Ce travail revient au service public d'assainissement non collectif (ou SPANC). Depuis le 1^{er} août 2009, la commune de Jassans Riottier dispose d'un SPANC sous forme de prestations de service.

Le contrôle des installations est encadré de la manière suivante :

- Installation neuve ou réhabilitée de moins de 8 ans : vérification de la conception et de l'exécution,
- Autres installations : diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien.
- Si nécessaire, une liste des travaux à effectuer est établie.
- Le contrôle doit être effectué au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut excéder 8 ans.

Les conditions d'exécution des contrôles sont fixées dans l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

En cas de non conformité de l'installation, le propriétaire a 4 ans pour effectuer les travaux prescrits après le contrôle de la collectivité.

Nota : Si un propriétaire d'habitation située en zone d'assainissement non collectif souhaite le raccordement au réseau d'eaux usées, il doit en faire la demande auprès de la collectivité, qui est libre d'accéder ou non à cette demande. S'ils ont lieu, les travaux de raccordement sont alors entièrement à la charge du propriétaire.

4.6.2.2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ATTACHEES AUX DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les modalités générales d'établissement de l'assainissement non collectif sont celles définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅, et dans la norme XP DTU 64-1 de mars 2007.

Les ouvrages d'assainissement non collectif comportent :

- un dispositif de prétraitement,
- un dispositif assurant soit l'épuration et l'évacuation des effluents par le sol (filière classique), soit l'épuration des effluents avant rejet vers un milieu hydraulique superficiel (demande de dérogation nécessaire), un horizon sous-jacent perméable (avec puits d'infiltration nécessitant également une demande de dérogation), ou un dispositif de dispersion-irrigation.

Les prescriptions reprises ci-après sont soumises à la réglementation en vigueur ; elles peuvent être amenées à évoluer en cas d'évolution de cette dernière.

4.6.2.2.1 Recommandations générales

Les eaux pluviales ne doivent pas être raccordées aux dispositifs d'assainissement non collectif.

Les terrains de recouvrement des dispositifs de traitement doivent rester hors circulation et ne pas être plantés d'arbres ou arbustes (en raison des dommages causés par les systèmes racinaires).

L'arrêté du 7 septembre 2009 précise que les installations d'assainissement individuelles devront être situées à une distance minimale de 35 m des captages d'eau utilisés pour l'alimentation humaine.

4.6.2.2.2 Prétraitement

La fosse septique toutes eaux est un dispositif de prétraitement qui reçoit toutes les eaux usées domestiques.

Elle doit être obligatoirement mise en place à l'extérieur, si possible à proximité immédiate de l'habitation pour éviter le colmatage de la canalisation de collecte, et à l'écart du passage de toute charge roulante.

L'ouvrage doit être facilement accessible pour l'entretien, et muni de regards de visite de type hydraulique afin d'éviter les remontées d'odeurs.

La mise en place d'une ventilation est indispensable. Elle consiste en une entrée d'air assurée par un tuyau d'évent prolongeant la canalisation de chute des sanitaires jusqu'en toiture, et une sortie par extraction statique ou éolienne, placée également en toiture, à l'extrémité d'une canalisation de diamètre Ø 100 mm au minimum, piquée à l'aval de la fosse.

Le volume de la fosse doit être suffisant pour que les débits reçus ne perturbent pas la décantation des matières en suspension et leur fermentation.

Une habitation comprenant jusqu'à 3 chambres doit être équipée d'une fosse de 3 m³. Volume à augmenter de 1 m³ par chambre supplémentaire.

Un préfiltre (matériau minéral ou synthétique) peut être placé entre la fosse toutes eaux et le dispositif de traitement, afin de parer aux départs de boues vers ce dernier.

Lorsque les huiles et les graisses sont susceptibles de provoquer des dépôts préjudiciables à l'acheminement des effluents ou au fonctionnement des dispositifs de traitement, un bac à graisse destiné à la rétention de ces matières est interposé sur le circuit des eaux en provenance des cuisines, et le plus près possible de celles-ci.

4.6.2.2.3 Traitement

Le traitement des eaux en sortie de fosse septique est obligatoire. L'épuration est faite par infiltration dans un ouvrage adapté aux conditions du terrain et au volume d'eau à épurer.

L'installation sera, en règle générale, constituée de tranchées d'épandage dans le sol en place, de lits filtrants non drainés (filtres à sable), ou de lits filtrants drainés à flux vertical.

L'implantation des dispositifs de traitement doit respecter une distance minimale de 35 m par rapport à un puits ou captage d'eau potable, 5 m par rapport à une habitation, 3 m par rapport aux limites de propriété, et 3 m par rapport à tout arbre.

Les caractéristiques principales des dispositifs types sont rapportées ci-après.

4.6.2.2.3.1 Tranchées d'infiltration à faible profondeur (sol en place)

Le sol en place est utilisé comme système épurateur et comme moyen dispersant.

Les longueurs de tranchées sont définies en fonction de la capacité d'infiltration des eaux par le sol. L'épandage souterrain est réalisé par l'intermédiaire de drains d'épandage placés dans un ensemble de tranchées. 45 ml de tranchées filtrantes sont nécessaires pour une habitation de 5 pièces principales, 10 ml de tranchées devant être ajoutés par pièce supplémentaire. Dans le cas de sols peu perméables, le dimensionnement de ces tranchées doit être revu à la hausse.

Caractéristiques principales :

- Profondeur de tranchée : 0,60 à 1 m sous la surface du sol. Le fond de fouille doit être horizontal,
- Largeur de tranchée : 0,50 m minimum,
- Longueur de tranchée : 30 m maximum. Il est préférable d'augmenter le nombre des tranchées plutôt que de les rallonger,
- Espacement entre tranchées : 1,50 m au minimum.

4.6.2.2.3.2 Tranchées d'infiltration en terrain pentu (pente supérieure à 5 %)

Les tranchées d'infiltration doivent être horizontales et peu profondes, réalisées perpendiculairement à la plus grande pente.

Quelques différences avec les tranchées classiques sont à signaler :

- Les tranchées sont séparées par une distance minimale de 3 m de sol naturel, soit 3,5 m d'axe en axe, et ont une profondeur comprise entre 0,60 et 0,80 m,
- Malgré la pente, l'eau ne doit pas avoir de chemin préférentiel dans l'épandage. Le départ de chaque tuyau plein du regard de répartition est horizontal sur au moins 0,50 m.

4.6.2.2.3.3 Filtre à sable vertical non drainé

Dans le cas d'un sol de caractéristiques inappropriées, un sable adapté (siliceux, lavé, et respectant un fuseau granulométrique précis) se substitue au sol en place pour recevoir et traiter les effluents prétraités.

La surface minimale est de 25 m², pour une habitation de 5 pièces principales, à laquelle s'ajoutent 5 m² par pièce principale supplémentaire.

Le fond du filtre à sable doit être horizontal et se situer entre 1,10 m minimum et 1,60 m maximum sous le terrain naturel.

Le filtre à sable doit avoir, au minimum, une largeur de 5 m et une longueur de 4 m.

Si le sol est fissuré, le fond de fouille devra être recouvert d'un géotextile, ou mieux, d'une géogrille.

4.6.2.2.3.4 Filtre à sable vertical drainé

Même principe que pour le filtre à sable non drainé, avec seulement reprise des effluents traités par des drains disposés en fond de massif filtrant, et évacuation vers, des tranchées d'infiltration-dispersion, un puits d'infiltration (dérogation préfectorale nécessaire) ou un milieu hydraulique superficiel.

Même bases de dimensionnement que le filtre à sable drainé.

Fond du filtre : horizontal, entre 1,20 m minimum et 1,70 m maximum sous le terrain naturel.

Si le milieu souterrain est vulnérable (nappe et sol fissuré par exemple), mettre un film imperméable en fond de fouille, remontant sur les parois verticales.

4.6.2.2.3.5 Tertre d'infiltration

Même principe que pour le filtre à sable non drainé. Le tertre est utilisé lorsque la nappe d'eau souterraine est proche de la surface (ou également en cas de substratum rocheux à faible profondeur).

Le lit filtrant est réalisé au-dessus du sol existant. Il peut s'appuyer sur une pente, être en partie enterré, ou totalement hors sol, avec en général la nécessité de mettre en place un poste de relevage des effluents prétraités si l'habitation n'est pas en surplomb du tertre.

Bases de dimensionnement :

- Sommet du tertre : mêmes dimensions que pour le filtre à sable drainé ;
- Base du tertre :
 - 60 m² si perméabilité du sol en place comprise entre 30 et 500 mm/h (+ 20 m² par pièce principale au-delà de 5 pièces),
 - 90 m² si perméabilité du sol en place comprise entre 15 et 30 mm/h (+ 30 m² par pièce principale au-delà de 5 pièces).

4.6.2.2.3.6 Autres dispositifs de traitement

L'article 8 de l'arrêté du 7 septembre 2009 précédemment mentionné précise que les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement.

Cette évaluation doit démontrer que les conditions de mise en œuvre de ces dispositifs de traitement, telles que préconisées par le fabricant, permettent de garantir que les installations dans lesquelles ils sont intégrés respectent les principes généraux [applicables aux installations d'assainissement non collectif et] les concentrations maximales suivantes en sortie de traitement, calculées sur un échantillon moyen journalier : 30 mg/l en matières en suspension (MES) et 35 mg/l pour la DBO₅.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiées au Journal officiel de la République française par avis conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé en vue de l'information du consommateur et des opérateurs économiques.

4.6.2.2.3.7 Entretien des installations

L'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif est un élément prépondérant de leur bon fonctionnement.

Les justifications de ces opérations sont tenues à disposition des agents du S.P.A.N.C.

L'entretien porte essentiellement sur les dispositifs effectuant le prétraitement des effluents :

EQUIPEMENT	OBJECTIF DE L'ENTRETIEN	ACTION D'ENTRETIEN	PERIODICITE
Fosse toutes eaux	Eviter tout entraînement ou tout débordement des boues et des flottants	Vidange	Conseillée au moins tous les 4 ans
Bac dégraisseur	Eviter toute obstruction, sortie de graisse ou de matières sédimentaires	Nettoyage, vidange, curage	Au moins tous les 6 mois

TABEAU 9 : ENTRETIEN DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.7 PROGRAMME DE TRAVAUX

4.7.1 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Sur les zones d'assainissement non collectif, la diminution des rejets diffus dans le milieu naturel passe par la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif présentant des dysfonctionnements ou non conformes à la réglementation.

Il est notamment primordial de supprimer tous les rejets directs en milieu superficiel ou dans les sols (avec ou sans prétraitement en fosse septique ou toutes eaux).

Aujourd'hui, il tient lieu de faire les diagnostics des installations d'assainissement non collectif existantes afin ensuite de réaliser les travaux nécessaires si les contrôles se révèlent non conformes.

4.7.2 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

4.7.2.1 Bilan DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT réalisé en 2009

Lors de l'élaboration du schéma directeur d'assainissement en novembre 2009, la collectivité a choisi de retenir un certain nombre d'aménagements permettant d'améliorer le fonctionnement du système d'assainissement des trois communes.

Les objectifs de ces aménagements sont :

Nature des travaux	Date de réalisation
- Réduction des Eaux Claires Parasites Permanentes par des travaux de réhabilitation de réseau sur deux tronçons (travaux à confirmer selon les résultats des passages caméra prévus dans le schéma) : - 1 820 ml sur la commune de Jassans-Riottier (tronçon de conduite principale en amont du PR d'Utrillo), - 920 ml sur la commune de Frans et à la charge de la commune de Frans.	Ces travaux sont à planifier en fonction des résultats des passages caméras. Travaux d'opportunité en fonction de la réfection des voiries.
- Suppression de 8 rejets directs	Ces travaux ont été réalisés en 2011.
- Diminution du nombre de déversoirs d'orage avec la suppression de 9 déversoirs,	Les 8 déversoirs d'orage situés sur la commune de Jassans Riottier ont été supprimés en 2011 et 2012.
- Limitation des surverses vers le milieu naturel par la réalisation d'un bassin de 700 m ³ au droit du DO J13	Ces travaux sont à planifier en fonction de la capitalisation des données d'autosurveillance afin d'optimiser le dimensionnement du DOJ13 en fonction des opérations de réduction des eaux claires parasites effectuées sur le réseau.
- Limitation des intrusions de la Saône dans le réseau unitaire par la mise en place de 4 clapets anti-retour	Ces travaux ont été réalisés en 2011.
- Mise en place d'un suivi permanent sur 6 déversoirs d'orage et trop-pleins et l'installation d'un pluviomètre	Ces travaux ont été réalisés en 2012.
- Réflexion à engager sur le redimensionnement de la STEP	La réflexion est à engager à partir de 2016.

TABLEAU 10 : BILAN DU PROGRAMME DE TRAVAUX DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DE 2009

4.7.2.2 Mise à jour du programme de travaux 2013

Nature des travaux	Date prévisionnelle
Mise en place des comptages de chaque arrivée d'eaux usées des communes raccordées (Frans et Beauregard)	2013
Réflexion à engager sur le redimensionnement de la STEP*	2013

TABLEAU 11 : MISE A JOUR DU PROGRAMME DE TRAVAUX 2013

* La réflexion sur le redimensionnement de la station d'épuration est à engager dès 2013 au vu des dernières données d'autosurveillance constatées en entrée de station d'épuration.

Les pistes de réflexion s'appuieront sur :

- les nouvelles données d'autosurveillance du système d'assainissement (déversoirs d'orages, station d'épuration),
- l'analyse des mesures de débits à mettre en place pour le raccordement des eaux usées des communes de Frans et Beauregard,
- la maîtrise possible des autorisations de déversements des industriels (éventuelles remises en question des conventions).

4.7.2.3 EXTENSIONS DE RESEAU PROJETEes

Une zone 2AU est présente au Nord-Est de la commune. Aussi, dans le cadre de l'urbanisation de la commune, cette zone sera desservie par les réseaux.

4.8 ELEMENTS TARIFAIRES

4.8.1 TARIFICATION DU SPANC

Pour le SPANC, la commune de Jassans-Riottier a adopté sa création par délibération en date du 15/07/2009 sous forme de prestation de service. La délibération du 20 avril 2011 fixe la tarification des services rendus à l'utilisateur :

100€ pour le contrôle de conception et de bonne exécution

- 100 € TTC la part portant sur le contrôle de conception et de bonne exécution,
- 100 € TTC la part portant sur le contrôle de bon fonctionnement et d'entretien.

Les redevances sont dues par les usagers.

4.8.2 TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF


Pour l'assainissement collectif, les conditions tarifaires appliquées aux usagers sont les suivantes :

- Redevance part variable (investissement et exploitation confondus) : 0,55 € HT/m³,
- Redevance part fixe : Néant,
- Participation pour l'Assainissement Collectif (PAC) : 1 600 € HT.

ANNEXE

ANNEXE 1 : PLAN DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Département de l'Ain



COMMUNE DE
JASSANS RIOTTIER


SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Plan de zonage d'assainissement
Partie Nord

NOM DU FICHIER:
R90026-Zonage 015-0.dwg

ECHELLE:
1/2 500

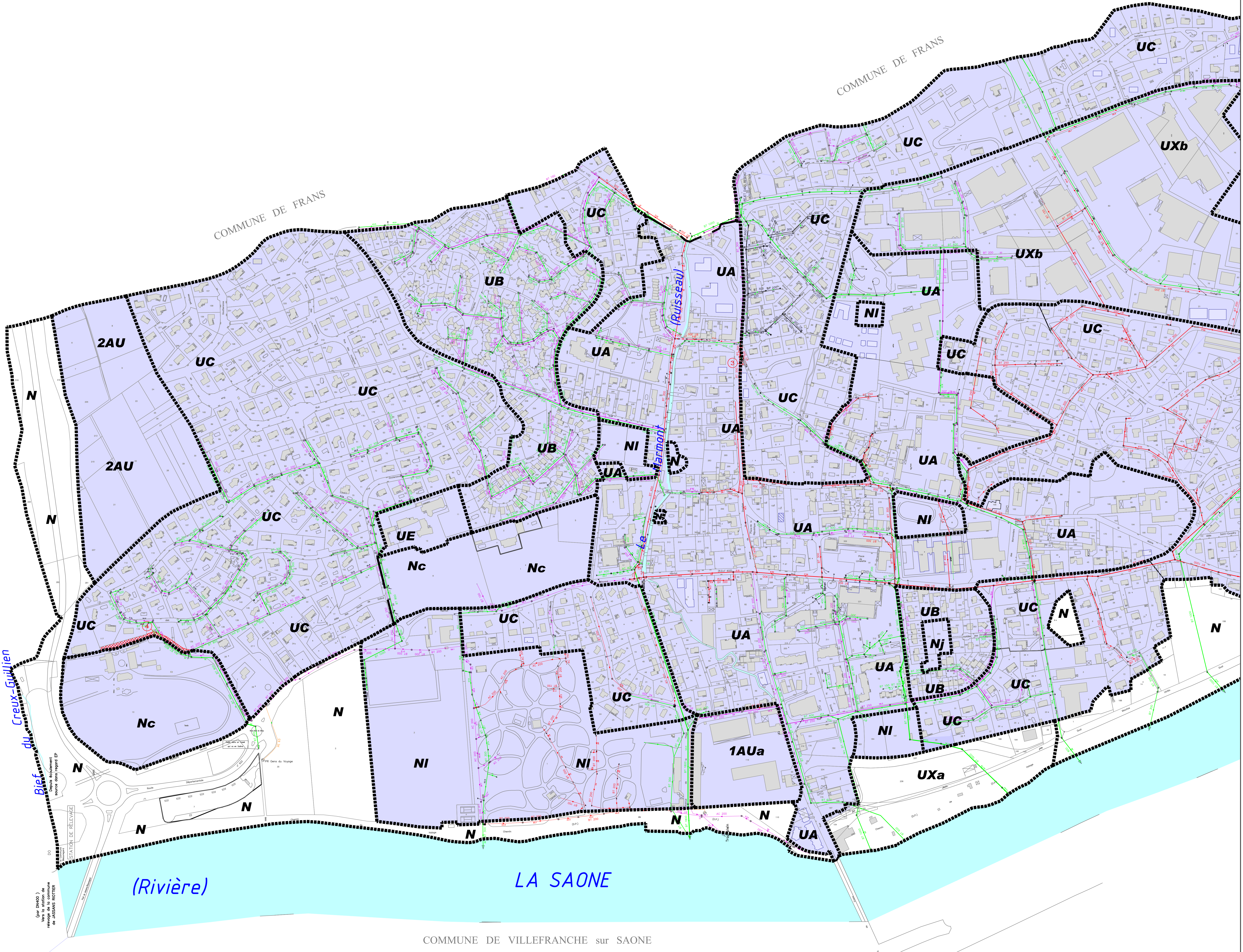
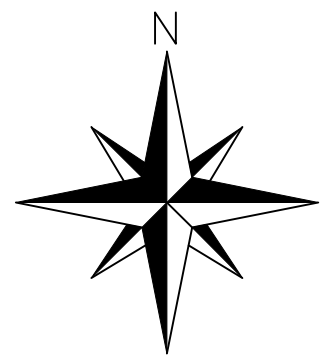


EURYÈCE

ZI Bois des Lats
Allée du Rossignol
26 130 Saint Paul Trois Châteaux
Téléphone : 04.75.04.78.24
Télécopie : 04.75.04.78.29

GROUPE MERLIN / Réf doc : R90026 - ER1 - ETU - PG - 1 - 015

Ind.	Etabli par:	Approuvé par:	Date:	Objet de la révision
A	C.BRESSON	R.CHARLES	06/07/2009	Création sur la base du zonage PLU projeté du 30-11-2009
B	C.BRESSON	R.CHARLES	01/02/2011	Modification sur la base du zonage PLU projeté du 30-11-2009
C	A.JACQUIN	R.CHARLES	11/10/2011	Modification sur la base du zonage PLU arrêté du 15-12-2010
D	A.JACQUIN	A.MARQUEZ	13/03/2013	Modification sur la base du zonage PLU approuvé du 18-01-2012



Légende :

Zones d'Assainissement collectif

Zones d'Assainissement non-collectif

Réseau EU existant

Réseau de refoulement existant


Réseau unitaire existant

Réseau EP existant

Poste de refoulement

Zonage du P.L.U. approuvé le 18 janvier 2012

Département de l'Ain



COMMUNE DE JASSANS-RIOTTIER


SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Plan de zonage d'assainissement
Partie Sud

NOM DU FICHIER:
R90026-03-10.dwg

ECHELLE:
1 / 2 000



EURVÈCE

21 Rue des Lacs
69100 Saint-Paul-Trois-Châteaux
Téléphone : 04 75 04 78 24
Télécopie : 04 75 04 78 29

GROUPE MERLIN / Réf doc : R90026 - ER1 - ETU - PG - 1 - 015

Ind.	Etabli par:	Approuvé par:	Date:	Objet de la révision
A	C.BRESSON	R.CHARLES	08/02/2009	Création sur la base du zonage PLU projeté du 30-11-2009
B	C.BRESSON	R.CHARLES	02/02/2011	Modification sur la base du zonage PLU projeté du 30-11-2009
C	A.JACQUIN	R.CHARLES	11/10/2011	Modification sur la base du zonage PLU arrêté du 15-12-2010
D	A.JACQUIN	A.MARQUEZ	13/03/2013	Modification sur la base du zonage PLU approuvé du 18-01-2012

Légende :

Zones d'Assainissement collectif

Zones d'Assainissement non-collectif

Réseau EU existant

Réseau de refoulement existant

Réseau unitaire existant

Réseau EP existant

Poste de refoulement

Zonage du P.L.U. approuvé le 18 janvier 2012